Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV

Herausgeber: Schweizerischer Juristenverein

Band: 72 (1953)

Buchbesprechung: Besprechungen und Anzeigen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Besprechungen und Anzeigen

Festgabe zum siebzigsten Geburtstag von Erwin Ruck, publié par la Faculté de droit de l'Université de Bâle. Bâle 1952. Basler Studien zur Rechtswissenschaft, Heft 33 (Helbing und Lichtenhahn). X et 282 pages. Fr. 19.50.

A l'occasion du soixante-dixième anniversaire du Professeur Erwin Ruck, ses collègues de la Faculté de droit de l'Université de Bâle lui ont fait l'hommage d'un recueil de travaux d'une haute tenue, auquel, outre tous les professeurs et privat-docents de cette Faculté, ont collaboré les professeurs Hans Huber, de Berne, Zaccaria Giacometti, de Zurich, et Maurice Battelli, de Genève.

Les juristes de tout le pays se joindront à cet hommage. Le Professeur Erwin Ruck n'a pas seulement des droits à la reconnaisance de la Faculté où il a enseigné pendant quarante et un ans et dont il a été le doyen avant d'être recteur de l'Université de Bâle. Il est également l'un des juristes les plus autorisés de notre pays en matière de droit public. Disciple de Fritz Fleiner, auteur d'un traité de droit constitutionnel et d'un traité de droit administratif suisse, d'ouvrages de droit international public, le Professeur Ruck a publié de nombreuses monographies sur des sujets divers de droit public et de droit ecclésiastique.

Dans son étude «*Das Baselstädtische Beamtengesetz und die mißbräuchliche Entlassung von öffentlichen Bediensteten*», M. le Conseiller Adolf Im Hof examine un problème délicat de la juridiction administrative: lorsque, comme cela est le cas à Bâle en matière de révocation de fonctionnaires, la loi institue un recours au juge contre la décision administrative, d'après quels critères l'autorité judiciaire prononcera-t-elle? Quand pourra-t-elle déclarer cette décision «contraire du droit»? La question est particulièrement délicate lorsque la décision attaquée repose sur une règle légale qui laisse à l'autorité un pouvoir d'appréciation plus ou moins étendu et que le recours au juge n'est ouvert que pour «abus du pouvoir d'appréciation». Au contraire de ce qui se passe en droit civil ou pénal, l'application de la loi administrative est affaire de l'administration et non du juge, qui n'en connaît qu'exceptionnellement. Il ne devra, dès lors, considérer que l'administration a abusé de son pouvoir légal d'appré-

ciation que lorsqu'elle a fait de la loi une application *manifestement* contraire à son but.

L'auteur opère une distinction judicieuse entre la notion d'inopportunité (Unangemessenheit) et celle beaucoup plus étroite d'abus du pouvoir d'appréciation (Missbrauch der Ermessensfreiheit). Dès lors, dans le cadre des dispositions objet de cette étude, quand bien même le juge estime une décision inopportune — et partant contraire à une saine application de la loi —, il n'a pas le droit, tant que l'administration n'a pas excédé son pouvoir d'appréciation, de la remplacer par la décision qu'il considère opportune.

Sous le titre «*Die Verantwortlichkeit des Gerichtsberichterstatters*», M. le Professeur Carl Ludwig étudie la disposition spéciale de l'article 27 chiffre 6 du Code pénal suisse, aux termes duquel «l'auteur d'un compte rendu véridique des débats publics d'une autorité n'encourra aucune peine». Introduite par la seconde commission d'experts, cette règle a son fondement d'une part dans la garantie constitutionnelle de la liberté de la presse, d'autre part et surtout dans le principe de la publicité des débats. Il ne s'agit pas seulement, comme pourrait le faire penser le texte légal, d'une cause d'exculpation, mais d'une circonstance excluant l'illicéité de l'acte. Le compte rendu véridique de débats publics est un droit, que l'auteur range au nombre des libertés individuelles.

Mais quelle est son étendue? A s'en tenir au texte légal, cette règle serait absolue à la seule condition que le compte rendu fût véridique. En revanche, avant l'entrée en vigueur du Code pénal, le Tribunal fédéral, tenant compte des intérêts légitimes des personnes mises en cause, avait jugé que l'intérêt général à la publicité des débats est satisfait lorsque les circonstances des affaires jugées sont relatées dans leurs éléments caractéristiques, d'une manière abstraite, détachée de la personne de l'auteur. Si une pratique aussi étroite n'est plus possible en présence du texte légal, M. le Professeur Ludwig estime que l'application de l'art. 27 ch. 6 LP doit néanmoins être exclue dans tous les cas où manifestement l'auteur d'un compte rendu, même véridique, aura abusé de son droit, pour satisfaire à son animosité personnelle à l'égard d'un intéressé ou pour contenter l'avidité de sensations malsaines de certains lecteurs par exemple. L'auteur fonde cette restriction sur la notion d'abus de droit définie à l'art. 2 du Code civil et qui commande également l'exercice des droits subjectifs publics de l'individu. Nous nous rallions d'autant plus à cette solution que l'art. 27 ch. 6 du CP affirme un principe général, qui déborde le cadre du droit pénal et qui peut trouver son application en matière civile également où l'application de l'art. 2 CC va de soi.

La contribution de M. le Professeur Hans Huber, de la Faculté de droit de Berne, «*Der Schutz interkantonaler Gewässer gegen Verunreinigung*» est une magistrale leçon d'interprétation d'une règle de compétence de la Constitution fédérale. Les experts chargés d'étudier l'avant-projet de loi fédérale sur la protection des cours d'eau se sont demandés si les conflits cantonaux relatifs à la pollution des eaux pourraient être soustraits à la compétence du Tribunal fédéral pour être placés dans celle du Conseil fédéral. Une interprétation formaliste de l'art. 113 de la Constitution et de l'art. 83 OJ donne une réponse affirmative. Ce fut celle du Département fédéral de Justice et Police. Le Professeur Huber, allant au fond des choses, démontre que des relations de voisinage entre les cantons égaux en droits sont régies par les principes du droit des gens, tempérés par les devoirs particuliers que l'appartenance commune à l'Etat fédéral impose aux cantons. Certes, instituant une réglementation intra- et intercantonale, la loi nouvelle pourrait absorber le droit de voisinage entre Etats coordonnés: en cas de conflit intercantonal, la prétention émise par un canton ne serait alors pas déduite du droit de voisinage, mais aurait pour objet l'application pure et simple d'une règle de droit fédéral, obligeant les cantons en vertu d'un rapport de subordination. Dans ce cas, semble-t-il, la compétence du Conseil fédéral pourrait être admise. Mais l'auteur combat un tel évincement du droit de voisinage, qui aurait pour effet de fausser les relations de canton à canton. Or, l'art. 113 de la Constitution garantit aux cantons la juridiction du Tribunal fédéral pour les conflits de droit public qui ont pour objet les relations de voisinage et plus généralement les relations où les cantons agissent en vertu de leur souveraineté. La réserve de l'art. 83 litt. b OJ ne peut viser que les conflits intercantonaux relatifs à l'application du droit administratif fédéral, en vertu duquel les cantons sont subordonnés au pouvoir fédéral. Aussi bien les litiges entre cantons relatifs à la protection des cours d'eau ne peuvent-ils pas être soustraits à la juridiction du Tribunal fédéral selon une saine application de la Constitution.

Reprenant l'essentiel d'un avis de droit qu'il a donné en 1951 au gouvernement du Pays de Bade, M. le Professeur Zaccaria Giacometti, sous le titre «*Echte und unechte Volksbefragung*», se livre à une étude très fouillée de droit constitutionnel allemand au sujet de la constitutionnalité de la votation populaire relative à la constitution du Deutscher Südweststaat.

L'étude de M. le Professeur Maurice Battelli, «*Le débat sur la création de l'Hospice général à Genève*», retrace les diverses phases de la création de cet hospice en 1868 et les difficultés d'ordre

juridique et politique qui durent être surmontées. En effet, par la création du nouvel hospice, l'Etat de Genève supplantait les communes. En particulier cette centralisation impliquait l'absorption par l'Etat d'une vénérable institution, l'Hôpital général, fondée en 1535, dont les biens, à la révolution, étaient devenus biens communaux de la Ville de Genève: le canton pouvait-il en disposer au profit des nouvelles communes cédées en 1815 et 1816 par la France et la Sardaigne? D'autre part, le Traité de Turin, de 1816, garantissait aux habitants des communes cédées par la Sardaigne des droits difficilement conciliables avec la centralisation envisagée.

En fait, l'obstacle résidait dans un état de droit reposant sur des bases surannées et ne répondant plus à des nécessités réelles. Ce n'est pas sans de nombreuses difficultés, que décrit d'une plume alerte M. Battelli, que fut trouvée une solution répondant à l'intérêt général et respectant à la forme un traité désuet.

S'il est un domaine du droit civil où la technique juridique paraît devoir l'emporter sur la tradition, c'est bien celui du gage immobilier. L'auteur du Code civil suisse pouvait dès lors penser que la solution du droit nouveau s'imposerait rapidement aux praticiens. Cela d'autant plus qu'il adoptait trois formes de gage (l'hypothèque, la cédule hypothécaire et la lettre de rente), toutes trois empruntées aux législations cantonales et dont chacune devait répondre à une fonction économique bien déterminée. La contribution de M. Hans Peter Friedrich, privat-docent, «*Die Macht der Tradition im schweizerischen Grundpfandrecht*», démontre, sur la base de la pratique bâloise, que l'attente du législateur ne s'est pas entièrement réalisée. Il subsiste dans notre droit hypothécaire des vestiges importants de l'ancien droit cantonal, que la pratique notariale maintient toujours vivaces, ce que permet la réglementation souple de notre Code.

C'est tout d'abord l'institution de l'obligation hypothécaire, nominative ou au porteur, considérée comme un papier valeur, devant laquelle la jurisprudence a dû s'incliner pour des motifs de sécurité juridique, bien que cette institution ait survécu en marge du Code. C'est ensuite la clause de «profit des cases libres», qui en bien des cantons est devenue une clause de style, bien qu'elle contredise au système du Code, qui ne l'a reçue que comme une clause exceptionnelle par une règle édictée uniquement pour faciliter l'adaptation au principe, nouveau pour certains cantons, de la case fixe. L'auteur décrit également d'autres pratiques qui, à la différence des précédentes, sont spécifiquement bâloises, si nous sommes bien informé: d'une part l'engagement solidaire du conjoint en cas d'emprunt garanti par un gage immobilier, usage

qui s'explique par l'ancien droit du régime matrimonial, et d'autre part des pratiques particulières en matière de transfert de l'immeuble objet du gage et de réalisation forcée.

Il serait heureux que ce sujet intéressant pût être étendu et qu'un tableau d'ensemble de la pratique en matière de gage immobilier, embrassant tout le pays, fût une fois dressé.

M. Hans Peter Tschudi, privat-docent, sous le titre «*Die Sicherung des Arbeitsfriedens durch das schweizerische Recht*», dresse d'une façon très claire un état de notre droit du travail en matière de prévention des conflits collectifs. Reconnaissant dans les contrats collectifs de travail le moyen le plus efficace pour prévenir les conflits collectifs et pour les régler à l'amiable, le législateur a favorisé la conclusion de ces contrats en leur accordant notamment des effets étendus. Ce faisant il a suivi une politique qui a grandement contribué au maintien de la paix du travail, tout en évitant les graves inconvénients que comporterait dans ce domaine l'intervention de l'Etat par l'institution d'un arbitrage obligatoire.

La philosophie du droit est représentée par une contribution de M. le privat-docent Max Hagemann, «*Zu einem Einwand Kelsens gegen die Naturrechtslehre*». Se fondant sur l'histoire des origines de la doctrine du droit naturel, et notamment sur les conceptions aristotéliciennes, l'auteur réfute la thèse positiviste de Kelsen selon laquelle la doctrine du droit naturel créerait artificiellement une notion transcendante du droit par un simple dédoublement du droit positif, objet de notre expérience.

M. Karl Spiro, privat-docent, dans son étude «*Vertragsschluß und Vertrauensschutz im neuen italienischen Zivilgesetzbuch*» compare les règles relatives à la capacité civile, aux vices de la volonté et à la représentation, en droit civil italien et suisse. Le Code civil italien de 1942 a consacré dans ces matières des solutions nouvelles qui tiennent davantage compte des exigences de la sécurité des transactions juridiques. L'auteur les approuve dans leur ensemble, comme des manifestations d'un progrès dans le développement du droit civil et il estime que notre jurisprudence pourrait s'en inspirer avec profit. Une étude critique de cet intéressant travail dépasserait les limites de ce compte rendu. Notons cependant qu'à notre avis, sur un point tout au moins, les divergences entre la conception italienne et celle de notre code nous paraissent par trop fondamentales pour permettre une adaptation de notre droit par la jurisprudence, si tant est qu'elle soit désirable: c'est en matière de capacité civile, où le code italien prévoit que l'incapacité de discernement ne peut être opposée qu'au co-contractant qui en avait connaissance ou devait en avoir con-

naissance. Le droit suisse, au contraire, partant du principe que l'acte juridique est un acte de volonté, dénie tout effet juridique quelconque à l'acte d'une personne privée de discernement: la jurisprudence rejette donc toute possibilité de ratification d'un tel acte, elle déclare cette nullité absolue, opposable même au co-contractant qui était de bonne foi. Cette réglementation, d'une logique rigoureuse, nous paraît difficilement compatible avec les tempéraments que M. Spiro voudrait y voir apporter, invoquant la solution du droit italien. A notre avis, on ne saurait y déroger sans ébranler un système peut-être rigide parfois, mais qui par sa cohérence même est un élément important de sécurité dans l'interprétation et l'application de la loi civile. Si nous soulevons cette question, qui mériterait de plus amples développements, c'est pour souligner le danger que comporte à nos yeux le droit comparé limité à la comparaison des solutions législatives: nous estimons que la comparaison n'est légitime que sur une base plus large, tenant compte de l'évolution historique dont la règle est l'aboutissement et du système dans lequel elle s'insère. Ces quelques remarques n'ont d'autre prétention que de relever l'intérêt de la contribution de M. Spiro pour le civiliste et l'ampleur des problèmes qu'elle soulève.

Notre doctrine est pauvre en études de méthodologie juridique. Nous n'en savons que davantage gré à M. le Professeur O. A. Germann d'y consacrer depuis plusieurs années des monographies substantielles auxquelles vient s'ajouter aujourd'hui une recherche sur l'exercice par le juge de ses pouvoirs discrétionnaires, «*Zur Problematik der Ermessensentscheide*», recherche conduite avec rigueur et étayée sur une documentation particulièrement étendue.

Le terme «Ermessensentscheid» n'a pas d'équivalent en français: il s'agit de la décision rendue en droit par une autorité qui n'a pas une compétence liée par le texte légal, mais dont au contraire la loi réserve le pouvoir d'appréciation. Il est indéniable que, rompant avec la conception dominante au début du XIXe siècle, le droit moderne réserve d'une manière de plus en plus large l'appréciation du juge. En pareil cas, le juge ne peut pas faire de ce pouvoir discrétionnaire l'usage qui lui convient. Il doit, comme le lui prescrit l'art. 4 CC, appliquer les règles du droit et de l'équité. M. Germann analyse ce principe et définit les limites qu'il trace à l'arbitraire du juge ou de l'autorité. Celui dont la loi réserve le pouvoir d'appréciation doit d'abord s'inspirer de l'esprit de la loi, de ses principes fondamentaux et de son but, ainsi que des principes généraux qui sont le fondement de l'ordre juridique, tels notamment la dignité de la personne humaine.

Il devra de plus tenir compte de toutes circonstances de l'espèce relevantes pour sa décision. Mais si cette seconde exigence oblige le juge à considérer le cas qui lui est soumis, elle n'implique cependant pas que soit dérogé au principe de l'égalité devant la loi: les circonstances particulières à chaque espèce ne peuvent dès lors être prises en considération que si elles sont des éléments essentiels de la décision. Puis, par une analyse délicate, l'auteur étudie les rapports très étroits entre un tel jugement et la création du droit par le juge en cas de lacune de la loi, ainsi qu'entre la simple interprétation de la loi. Il relève enfin la fonction importante que l'appréciation du juge est appelée à remplir d'une part dans la réalisation du «Rechtsstaat», d'autre part dans le progrès du droit. Tel est, trop sèchement résumé, le plan de cet article particulièrement substantiel.

Un recueil publié à Bâle se devait de contenir un chapitre consacré à un problème de droit maritime. M. le Professeur Werner Scherrer procède à une étude critique du principe de la responsabilité limitée qu'institue en matière de navigation fluviale le projet de loi fédérale sur la navigation sous pavillon suisse. A une époque où l'armateur, commerçant individuel, engageait pratiquement tout son patrimoine dans l'armement d'un navire, il était compréhensible qu'en raison du risque considérable qu'il assumait, des risques inhérents aux transports maritimes notamment, sa «fortune de mer» répondît seule des dommages causés aux tiers. Bien que les circonstances se soient considérablement modifiées de nos jours, notamment par l'institution des sociétés anonymes et par les progrès de la navigation, ce principe est généralement reconnu en droit maritime. Lorsque la Confédération se trouva, en 1941, dans l'obligation d'improviser un droit maritime, elle adopta comme droit interne les règles des conventions internationales, au nombre desquelles la responsabilité limitée de l'armateur: en principe l'armateur ne répond de dommages causés à des tiers qu'à concurrence de la valeur du navire et de sa cargaison, mais au plus à concurrence de 8 livres sterling par tonneau. Reprenant ce principe, le projet de loi fédérale limite cette responsabilité à fr. 500.— par tonneau de jauge.

M. Scherrer procède à une critique serrée et convaincante de l'introduction d'une telle dérogation au droit commun, véritable privilège que ne justifient pas les particularités de la navigation fluviale actuelle, qui est contraire à l'intérêt général et qui peut être la source de profondes inégalités: qu'on imagine une grave catastrophe causée par un bateau de petit tonnage et dont les victimes ne recevraient qu'une indemnité dérisoire. L'auteur conclut en s'élevant contre la tendance aux lois spéciales prises

en considération de tels intérêts particuliers, contre la tendance à l'inflation législative, qui gagne aujourd'hui le terrain du droit civil et contredit aux principes fondamentaux d'égalité devant la loi et de sécurité juridique. On ne peut que souhaiter que cet avertissement trouve l'écho qu'il mérite auprès du législateur.

La contribution de M. le Professeur Jacob Wackernagel a pour titre: «*Über das Verhältnis von Gesetz und Verordnung im Steuerrecht*». Si le principe de la légalité de l'impôt est unanimement reconnu dans notre droit fiscal tant fédéral que cantonal, son application est souvent délicate et le problème de la relation entre la loi et le règlement d'exécution n'a pas toujours reçu une solution parfaite. Alors que le règlement d'exécution ne devrait jamais avoir pour objet que l'interprétation et l'application de la loi, il arrive que certains règlements complètent la loi et étendent l'objet de l'impôt. Après avoir précisé la portée du principe de la légalité de l'impôt, l'auteur donne un exemple d'ordonnance allant *ultra legem*, tiré du droit fiscal bâlois.

M. le Professeur Max Staehelin, sous le titre «*Gedanken zur Organisation der Aktiengesellschaft*», oppose la réglementation légale relative à l'organisation de la société anonyme à la pratique. La loi désigne l'assemblée générale comme le pouvoir suprême de la société, l'administration lui est subordonnée. En réalité, dans les grandes sociétés, celles notamment dont les actions sont réparties entre un très grand nombre de sociétaires, les droits de ces sociétaires sont souvent illusoires. D'autre part la tâche de l'administration de grandes entreprises devient de plus en plus complexe: elle ne doit plus tenir compte des intérêts des actionnaires seulement, mais aussi des intérêts du personnel, parfois d'institutions étrangères à l'entreprise, parfois même de l'intérêt public: «Die Unternehmensleitungen sind nicht mehr bloß Verwalter für die Aktionäre..., sie sind gleichsam zu Treuhändern der Wirtschaft geworden.» Il est manifeste que la loi ne correspond plus pour de telles sociétés à la pratique et que tôt ou tard un changement profond de l'organisation juridique des grandes entreprises sera inéluctable.

C'est enfin avec un vif plaisir que le civiliste lira les pages que, sous le titre «*Ein verkanntes Freiheitsrecht*», M. le Professeur August Simonius consacre à un problème d'une grande actualité et auquel la jurisprudence n'a donné jusqu'à présent qu'une solution très imparfaite: le boycott. Comme le souligne d'emblée M. Simonius, c'est un des problèmes les plus graves qui se posent dans le cadre de notre droit civil: notre droit privé donne-t-il les moyens de protéger la libre concurrence contre la pression qu'exerce sur une entreprise individuelle une coalition puissante?

Dans une jurisprudence constante, le Tribunal fédéral a posé le principe de licéité du boycott, lequel ne devient illicite que s'il poursuit un but ou recourt à des moyens contraires aux mœurs selon l'art. 41 al. 2 CO. Et pour déterminer si un boycott est contraire aux mœurs, le Tribunal fédéral a recouru à la norme de la comparaison des intérêts (Interessenabwägung). Après avoir fait une rapide mais incisive critique de cette jurisprudence, M. Simonius propose une solution fondée sur une base nouvelle. Partant d'une conception subjective de l'illicéité et posant le principe d'un droit subjectif de la personne à une activité économique libre, l'auteur considère comme un acte illicite la contrainte par laquelle le boycotté est empêché d'exercer son activité dans une branche économique déterminée. On ne saurait objecter, comme on l'a souvent fait, que le boycotté est au bénéfice du même droit qu'invoque l'auteur du boycott, car le boycott ne consiste pas dans l'exercice d'un tel droit. On ne saurait pas davantage invoquer le principe de la liberté des conventions, car les conventions qui ont pour objet d'exclure un tiers de la libre concurrence sont nulles en vertu de l'art. 20 CO. Sur de telles bases, une jurisprudence pourrait se développer qui, respectueuse de la liberté économique, assurerait le respect du droit de l'entreprise individuelle à la libre concurrence contre la puissance des grandes associations. L'étude de M. Simonius, si riche en aperçus et en suggestions, s'insère dans une théorie subjective de l'illicéité et des droits de la personnalité que l'auteur a déjà esquissée dans plusieurs monographies. Manifestation d'une doctrine originale et forte, elle sera méditée par ceux qui ne peuvent se déclarer satisfaits de la jurisprudence actuelle en cette matière.

Prof. Pierre Cavin, Lausanne

Kisch, Guido, Professor: **Johannes Sichardus als Basler Rechtshistoriker.** (Basler Studien zur Rechtswissenschaft, Heft 34.) Basel 1952 (Helbing & Lichtenhahn). 72 S. Fr. 5.90.

Einer der interessantesten Abschnitte unserer schweizerischen Geistesgeschichte ist die Wirkungszeit der Humanisten in Basel. Neben dem führenden Kopf dieser Epoche, dem universellen Desiderius Erasmus haben eine ganze Reihe von Gelehrten, vor allem Theologen und Juristen das Bild dieser Geistesrichtung bestimmt. Als Juristen sind in Basel um die Zeit der Reformation vor allem Bonifacius Amerbach und Claudius Chansonette, genannt Catiuncula, hervorgetreten, daneben war im benachbarten Freiburg der große Ulrich Zasius tätig, dessen Einfluß auf die Basler Rechtsschule sehr bedeutend war. Es ist vor allem der Tätigkeit der Humanisten zu verdanken, daß sich die Recht-

sprechung in Basel bis in die Zeit des Absolutismus zu Beginn des siebzehnten Jahrhunderts durch einen überlegenen und geradezu vorbildlichen Geist auszeichnete, der wohltuend von der kleinlichen Engstirnigkeit absticht, die gleichzeitig in der übrigen Schweiz herrschte.

Am 9. September 1952 jährte sich zum vierhundersten Male der Todestag eines bedeutenden, wenn auch nicht sehr bekannten Juristen aus dem Basler Erasmuskreis, des Johannes Sichart, genannt Sichardus. Professor Guido Kisch, ehemals Ordinarius für Rechtsgeschichte in Königsberg, Prag und Halle, hat zu diesem Anlaß am 24. Juni 1952 eine Gedenkrede in der Aula der Basler Universität gehalten, die nunmehr im Druck erschienen ist. Der Verfasser hat es verstanden, auf knappem Raume ein bisher kaum bekanntes Kapitel der Geschichte der Basler Humanisten glänzend darzustellen und einem verdienten Rechtsgelehrten, der bis anhin zu Unrecht verkannt worden ist, Gerechtigkeit wiederfahren zu lassen.

Johannes Sichardus, im Jahre 1499 in Franken geboren, kam 1521 als «Clericus» nach Freiburg im Breisgau, wo er bald mit Zasius sehr befreundet wurde. Auf dessen Empfehlung hin wurde er im Jahre 1524 an die Universität Basel berufen, wo er während sechs Jahren Professor an der juristischen Fakultät war. Im Jahre 1530 durch religiöse Kämpfe aus Basel vertrieben, kehrte er wieder nach Freiburg zurück. Nach weiteren fünf Jahren wurde er als Professor nach Tübingen gewählt. Er gelangte hier als Rechtsgelehrter zu größtem Ansehen und blieb in dieser Stadt bis zu seinem Tode.

Der Verfasser hat sich in seinem Vortrag bemüht, Licht in das bisher fast unbekannte Arbeitswerk des Sichardus in Basel zu bringen. Trotzdem dieser, wie eindeutig nachgewiesen werden kann, an die juristische Fakultät berufen worden ist, hat er sich vor allem mit der Herausgabe theologischer und klassischer Literaturwerke und mittelalterlicher Quellentexte befaßt. Mit dieser Tätigkeit scheinen aber seine Kollegen von der Rechtsschule gar nicht einverstanden gewesen zu sein. Der Verfasser zitiert zwei Schreiben Amerbachs an die französischen Juristen Montaigne und Alciat, die ein äußerst abfälliges Urteil über Sichardus' juristische Lehrmethode enthalten. Amerbach spricht von ihm als von einem Menschen, der zwar recht gut Latein könne, sich aber nie mit Jurisprudenz beschäftigt habe und von ihr nichts verstehe.

Diese beißende Kritik des großen Gelehrten scheint weniger der Unfähigkeit des jungen Lehrers zu gelten als vielmehr der Tatsache, daß es Sichardus gewagt hat, Lehrmethoden zu ver-

treten, die in scharfem Gegensatz zu den orthodoxen Anschauungen über die Gestaltung des juristischen Unterrichtes standen. Amerbach war nämlich Anhänger der Glossatoren und der Kommentatoren, einer Rechtsschule, die ursprünglich durch die Heraushebung des praktisch Wesentlichen die Rezeption des römischen Rechtes sehr gefördert hatte. Das unbeirrte Festhalten an dieser Lehre während Jahrhunderten bewirkte aber eine methodische und geistige Isolierung der Jurisprudenz von den Gegebenheiten des praktischen Lebens. Sichardus dagegen vertrat eine moderne Lehrauffassung, die damals im Aufkommen begriffen war und die den unmittelbaren Anschluß an die Quellen suchte, unter möglichstem Ausschluß der scholastischen Didaktik. Vertreter dieser Schule waren vor allem Alciat und Zasius. Der Tadel Amerbachs scheint also darauf zurückzuführen sein, daß er nicht imstande war, die modernen Ansichten und das Verdienst seines jüngeren Kollegen sachlich zu würdigen.

Auf Grund einer minuziösen Nachprüfung des vorhandenen Quellenmaterials vermag Professor Kisch nachzuweisen, daß die rechtshistorische Leistung des Sichardus, die bisher eher kritisch und ungünstig beurteilt worden ist, in Tat und Wahrheit eine sehr bedeutungsvolle war. Es gelang dem Autor durch das Studium zweier bisher nicht beachteter Handschriften, Sicharts Editionstechnik aufzudecken, die ganz neue Wege gegangen ist. Sie weist eine gewisse Ähnlichkeit mit derjenigen von Erasmus auf. Sichardus gab nicht, wie die meisten seiner Zeitgenossen, sklavisch die handschriftliche Vorlage wieder, sondern er bemühte sich, den richtigen Text aus verschiedenen Handschriften zusammenzustellen. Bei dieser Texteskonstitution ging Sichardus sehr sorgfältig vor. Er kennzeichnete beispielsweise in gewissen Fällen bedeutendere Zusätze oder Auslassungen von seiner Hand als solche. Seine Arbeit und seine Methoden haben nachhaltig gewirkt und die wissenschaftliche Forschung sehr gefördert. Nach der Ansicht des Verfassers ist Sichart zu den ersten bedeutenden Trägern des humanistischen Gedankens in der deutschen Rechtsgelehrsamkeit zu zählen.

Der im Druck vorliegende Vortrag kann natürlich nur einen kleinen Ausschnitt bieten aus den vielen noch ungelösten und unbearbeiteten Problemen, die die Wirksamkeit der Humanisten unserer rechtshistorischen Forschung stellt. Die Arbeit ist so anregend geschrieben und wirft derart viele Fragen auf, daß die Hoffnung besteht, sie ermuntere möglichst viele eifrige Nachahmer, sich dieser bedeutungsvollen Geistesepoche zuzuwenden. Es sind damals Gedanken in unser Recht getragen worden, die später wieder untergegangen sind und erst durch die Französ-

sische Revolution und durch die neueste geschichtliche Entwicklung endgültig verwirklicht werden sollten.

Dr. Laurenz Zellweger, Basel

Binder, Hans, Professor: **Die Geisteskrankheit im Recht.** Ein Beitrag zur Klärung der grundliegenden Begriffe für geistige Störungen im Schweizerischen Zivilgesetzbuch und Strafgesetzbuch. Für Juristen und Ärzte. Zürich 1952 (Schultheß & Co.). 205 S. Fr. 15.—.

Was ist unter dem Begriff der Geisteskrankheit, der im Zivil- und Strafrecht eine so wichtige Rolle spielt, zu verstehen? Nach der einen Auffassung kommt es auf die Definition der Mediziner an, nach einer andern Meinung gibt es keinen einheitlichen Begriff, vielmehr ist aus der ratio der einzelnen Gesetzesbestimmungen zu erschließen, was jeweils als Geisteskrankheit im Rechtssinn zu gelten hat. Binder lehnt beide Auffassungen ab und begründet die Richtigkeit einer dritten, von einzelnen Autoren ebenfalls, aber bisher nirgends konsequent und einläßlich vertretenen Meinung: Der — einheitliche — Begriff der Geisteskrankheit bestimmt sich nach dem Sprachgebrauch des täglichen Lebens, wobei bloß «im Interesse der Klarheit und Eindeutigkeit einzelne Unbestimmtheiten der Alltagssprache durch konzisere Prägungen zu ersetzen und gewisse Inkonsequenzen des populären Wortgebrauchs auszumerzen sind» (S. 69). Danach ist im Sinne des Gesetzes geisteskrank, wer von einem objektiv eingestellten und selber seelisch ausgereiftem Laien, der über ihn und sein Vorleben einigermaßen Bescheid weiß, als geisteskrank angesehen wird. Unter den juristischen Begriff der Geisteskrankheit fallen deshalb nur psychische Störungen mit grob auffälligen, völlig uneinfühlbaren Symptomen oder Verlaufsweisen. Nur «wer handgreifliche Erscheinungen völliger seelischer Abwegigkeit zeigt», wird vom besonnenen Laien als «verrückt», als geisteskrank angesehen. Der so gefundene Begriff der Geisteskrankheit ist im allgemeinen enger als der medizinische Begriff, kann aber auch gelegentlich weiter sein. Zwar spielt das Kriterium der «Einfühlbarkeit» auch für den Psychiater eine entscheidende Rolle. Dieser verfügt aber über eine geschulte Beobachtungstechnik und über besondere Prüfungsmethoden, die ihm erlauben, gewisse unverständliche Symptome festzustellen, die dem Laien im gewöhnlichen Gespräch nicht erfaßbar sind. Deshalb kennt der Fachmann einen weiteren Bereich der Geisteskrankheit als der Laie. Anderseits unterscheidet der Psychiater nach Ursachen und anerkennt nur körperlich bedingte seelische Störungen als eigentliche Krankheiten — die Annahme eines somatischen

Geschehens beruht allerdings bei gewissen endogenen Psychosen auf einer Hypothese (S. 25) —, während der Laie auf die soziale Auswirkung des Verhaltens abstellt und deshalb auch gewisse seltene schwerste rein seelische Fehlentwicklungen, ferner auch die nach Abschluß einer geistigen Erkrankung (im medizinischen Sinn) resultierenden schweren Defektzustände als Geisteskrankheiten betrachtet. Binder kann sich für seine Auffassung, wonach es für den juristischen Begriff der Geisteskrankheit auf den Sprachgebrauch des Alltags ankommt, auf die Gesetzesmaterialien stützen; der historische Gesetzgeber lehnte sich bewußt an die Sprache des Volkes an. Das Gesetz muß eben vom raschen Wandel der medizinischen Wissenschaft unabhängig bleiben. Es redet eine Sprache, die für längere Zeiträume bestimmt ist als die psychiatrische Fachterminologie. Binder weist unter einläßlicher Prüfung der einzelnen Gesetzesbestimmungen nach, daß der von ihm gewonnene Begriff der Geisteskrankheit zu befriedigenden Ergebnissen führt. Das beruht darauf, daß es für den Sprachgebrauch des Laien hauptsächlich auf die sozialen Auswirkungen der psychischen Störungen ankommt, mithin auf ein Kriterium, das auch für die juristische Betrachtungsweise im Vordergrund stehen muß. Wollte man anders vorgehen und je nach der *ratio* der einzelnen Gesetzesbestimmung verschiedene Begriffe der Geisteskrankheit aufstellen, so würde man der Verwirrung Vorschub leisten. Das Gesetz geht von der Geisteskrankheit als einer Gegebenheit aus und sorgt für die Erzielung zweckmäßiger Resultate durch Aufstellung zusätzlicher Erfordernisse bei den einzelnen Bestimmungen (z. B. in Art. 16, 141, 369 ZGB, Art. 10 StGB), die gar nicht erforderlich wären, wenn der Begriff der Geisteskrankheit nach der *ratio* der jeweiligen Bestimmung auszurichten wäre. Einzig bei Art. 97, Abs. 2, und Art. 120, Ziff. 2, ZGB, wo das Gesetz zu lakonisch ist und die erforderlichen zusätzlichen Kriterien (Gefährdung der Ehe- und Familiengemeinschaft oder der Nachkommenschaft) nicht nennt, erweist sich auch nach Binder eine Orientierung des juristischen Begriffs der Geisteskrankheit nach dem Zweck der speziellen Gesetzesbestimmung als notwendig.

Dem umfassenden Begriff der Geisteskrankheit stellt Binder den umfassenden Begriff der Geistesschwäche gegenüber, der sich auf dem Gebiet des Strafrechts in die drei Untergruppen Blödsinn, mangelhafte geistige Entwicklung und Beeinträchtigung der geistigen Gesundheit aufteilt. Unter die Geistesschwäche fallen alle länger dauernden psychischen Abwegigkeiten, die nicht Geisteskrankheiten sind. Im Gegensatz zu dieser handelt es sich bei der Geistesschwäche nicht um qualitative, sondern

um bloß quantitative psychische Störungen, in die sich der Laie noch einigermaßen einfühlen kann. Der Begriff der Geistesschwäche, der z. B. für Art. 16, 142 und 369 ZGB bedeutsam ist, darf nicht in einem rein intellektuellen Sinn verstanden werden. Es kommt nach Binder einzig auf die Schwäche der seelischen Selbststeuerung an; auch intellektuell hochbegabte Psychopathen können als «geistesschwach» erscheinen. Damit wird u. E. freilich für den Begriff der Geistesschwäche der Sprachgebrauch des Alltags als Kriterium preisgegeben; denn der Laie verwendet den Ausdruck «geistesschwach» doch wohl nur, wo er einen Mangel an intellektuellen Fähigkeiten feststellt. Daraus erklärt sich auch die von Binder gemachte Erfahrung (S. 110), daß hie und da ein Richter dem psychiatrischen Experten entgegenhält, «wenn jemand eine so ausgezeichnete Intelligenz habe wie der Prüfling, dann könne doch nicht von Geistesschwäche die Rede sein».

Das Buch Binders schließt eine große Lücke. Die von ihm gewonnenen Begriffe der Geisteskrankheit und Geistesschwäche erweisen sich als brauchbare Behelfe. Wenn sich in vereinzelten Fällen (Art. 97, Abs. 2, 120, Ziff. 2, ZGB, S. 131 und 146, ferner Art. 10 und 11 STGB, S. 170 ff.) Einschränkungen und zusätzliche Überlegungen als erforderlich erwiesen, so beruht das auf der unvollkommenen Ausdrucksweise des Gesetzes. Wesentlich ist, daß nun klar herausgearbeitete und zulänglich begründete Begriffe vorliegen. Einigt man sich auf deren Anwendung, so werden die bisherigen Mißverständnisse und Irrtümer ein Ende haben. Der Psychiater wird zwar, wie auch Binder hervorhebt, nach wie vor von der medizinischen Anschauung ausgehen. Wenn ihm aber der juristische Begriff der Geisteskrankheit klar ist, und wenn anderseits der Jurist über die Verschiedenheit der von den beiden Disziplinen verwendeten Begriffe Bescheid weiß, dann ist die Gefahr gebannt, daß die beiden Fakultäten aneinander vorbeireden.

Der Reichtum der Binderschen Abhandlung kann aus den wenigen Zeilen, auf die sich die vorliegende Anzeige beschränken muß, nicht erschlossen werden. Es sei immerhin darauf hingewiesen, daß Binder einen illustrativen Überblick über das heutige medizinischen Wissen im gesamten Bereich der psychischen Störungen gibt. Als besonders instruktiv erweist sich eine Tabelle (S. 95), die in einer linken Kolonne die medizinische Klassifikation der Grundformen der psychischen Störungen und rechts davon die dazu passende juristische Einteilung enthält. Zur glücklichen Synthese medizinischen und juristischen Denkens, die den besondern Vorzug der Abhandlung ausmacht, gesellt sich eine Leichtigkeit des sprachlichen Ausdrucks, die die Lektüre

zum spannenden Erlebnis werden läßt. Verschiedene Entscheidungen des Bundesgerichts erfahren im Lichte der gewonnenen Erkenntnisse eine beachtliche Kritik (so BGE 73 II 5, S. 160, und 77 II 105, S. 133). Nur in wenigen nebensächlichen Punkten sieht sich der Jurist zum Widerspruch genötigt. So etwa, wenn gesagt wird, daß nach dem Sinn von Art. 141 ZGB der gesunde Ehegatte es immerhin drei Jahre mit dem kranken Partner «ausgehalten» haben müsse (S. 154), wogegen schon die Überlegung spricht, daß die Krankheit nicht während der Ehe drei Jahre gedauert haben muß (63 II 1); oder wenn erklärt wird, daß die Ehe eines hochgradig Schwachsinnigen weder nach Art. 141 noch nach 142, sondern nur nach Art. 120, Ziff. 2, ZGB gelöst werden könne (S. 159).

Prof. H. Hinderling, Appellationsgerichtspräsident, Basel

Curti, Eugen: Die Mitgliedschaftsrechte der Vereinsmitglieder nach dem schweizerischen ZGB. (Zürcher Beiträge zur Rechtswissenschaft, Neue Folge, Heft 181.) Zürich 1951 (Schultheß & Co.). 94 S. Fr. 5.20.

Bei der großen Bedeutung, die dem Verein in soziologischer Hinsicht in der Schweiz zukommt, ist man einigermaßen erstaunt über die relativ kleine und sehr lückenhafte Judikatur und Literatur, die über die rechtlichen Aspekte bestehen. Um so verdienstvoller ist die Zürcher Dissertation Eugen Curtis, die sich zum Ziel setzt, den Fragenkomplex der rechtlichen Stellung der Vereinsmitglieder gegenüber dem Verein, um mit dem Verfasser zu reden, «topographisch» aufzunehmen.

In einem besonderen Teil behandelt der Verfasser die zwei Kategorien der Mitgliedschaftsrechte: die Mitwirkungsrechte und die Schutzrechte. Zu den Mitwirkungsrechten zählt Curti neben dem Stimmrecht und den sog. Hilfsrechten (Recht auf Auskunft, Antragstellung und Meinungsäußerung) auch das Anfechtungsrecht gemäß Art. 75 ZGB, das er als negatives Mitwirkungsrecht versteht, da durch es gleich wie mit dem Stimmrecht unmittelbarer Einfluß auf die Willensbildung des Vereins genommen wird. Unter die Schutzrechte werden das Recht auf Schutz vor Umwandlung des Vereinszweckes, das Austrittsrecht und das Recht auf Gleichbehandlung gerechnet. Curti legt besonderen Wert auf die Feststellung, daß die Schutzrechte selbst die Legitimation zur Klage enthalten und daß demgemäß das Anfechtungsrecht nach Art. 75 ZGB trotz dem Marginale nicht das Klagerecht für die Verletzung der Schutzrechte darstelle. Ob es richtig ist, im Schutz vor Umwandlung des Vereinszweckes entgegen Egger und Hafter auch den Anspruch auf Schutz vor

Änderung der Mittel zur Erreichung des Zweckes zu sehen, erscheint zweifelhaft.

Die Arbeit Curtis stellt eine zu begrüßende Bereicherung der rechtlichen Literatur zum Verein dar. Vielleicht ist der Verfasser, wie es ja Dissertanden oft ergeht, etwas zu stark in rein dogmatischen und theoretischen Überlegungen steckengeblieben. Es wäre wünschbar gewesen, wenn Curti seinen Ergebnissen z. B. an Hand verschiedener Vereinsstatuten in der Praxis nachgegangen wäre. PD. Frank Vischer, Basel

Stark, Emil W.: Das Wesen der Haftpflicht des Grundeigentümers nach Art. 679 ZGB. Zürich 1952 (Polygraphischer Verlag). 227 S. Fr. 15.60.

Die Habilitationsschrift des Zürcher Privatdozenten Dr. Stark setzt sich mit dem Wesen der sachenrechtlichen Haftungsbestimmung des Art. 679 ZGB, der Stellung im Gesetz, rechtsvergleichend und rechtshistorisch auseinander. Sie wirft viele Fragen auf, beantwortet sie oder verweist auf die Lehrmeinungen und die Rechtsprechung. Während Art. 58 OR als Art. 679 ZGB verwandte Haftungsnorm eingehend untersucht worden ist (es sei an das Haftpflichtrecht Oftingers erinnert), trifft dies weniger zu für die sachenrechtliche Haftungsbestimmung. Viele Probleme sind ungeklärt, umstritten, harren der Lösung. Das ZGB sagt nicht, was unter Grundeigentumsüberschreitung zu verstehen ist. Das Verhältnis zu andern Gesetzesbestimmungen ist nicht gelöst. Die Abhandlung zeigt, daß das ZGB mit der Aufnahme des Art. 679 Neuland geschaffen hat. Sie nimmt eine subjektive Gefährdung der Nachbarn an und leitet hieraus eine Kausalhaftung mit beschränkter Aktivlegitimation ab. Betrachtet man die Verantwortlichkeit des Eigentümers als Ausfluß der sozialen Gebundenheit, so kommt man wohl zur Bejahung der Kausalhaftung, nicht aber ohne weiteres zur Beschränkung der Aktivlegitimation. Die Entwicklung der bundesgerichtlichen Praxis wird zeigen, wieweit Billigkeitsmomente, die auf eine Ausdehnung der Haftung hindeuten, eine Beschränkung der Aktivlegitimation rechtfertigen. Passiv aus Art. 679 ist der Grundeigentümer legitimiert. Er hat für diejenigen einzustehen, welche mit ihm in einem Vertragsverhältnis stehen und Schaden stiften, nicht für denjenigen, der sich zufällig auf dem Grundstück befindet und Dritte schädigt. Die Überschreitung ist die Folge der Ausübung des Grundeigentumsrechts, der Bewirtschaftung. In der Überschreitung der räumlichen Grenzen und der rechtlichen Schranken liegt die Widerrechtlichkeit. Sie ist auszulegen in Abwägung der einander gegenüberstehenden Werte.

Die Abgrenzung des Verhältnisses OR 58/ZGB 679 ist umstritten. Dem Kriterium, die Einwirkungen von einem Grundstück auf ein anderes Art. 679 zu unterstellen, kann zugestimmt werden. Nicht aber dem, wonach Personen oder bewegliche Sachen, welche außerhalb des Grundstückes vom schädigenden Ereignis betroffen werden, nur ersatzberechtigt seien, soweit die Voraussetzungen des Art. 58 OR zutreffen. ZGB 679 erweitert die Haftung des Art. 58 OR. Der Verfasser betrachtet richtig das Nachbarrecht als Hauptanwendungsgebiet des Art. 679. Eine eingehende Behandlung dieses Gebietes hätte sich gelohnt. Trotz des Zusammenhanges mit dem Nachbarrecht ist Art. 679 ein selbständiger Haftungsgrund. Der Verfasser nimmt an, der Besitz genieße den gleichen Rechtsschutz wie das Grundeigentum. Ansprüche aus 679 können mit denen aus 928 konkurrieren. Aus Art. 928 leitet sich jedoch nur ein Ersatzanspruch aus Verschuldenshaftung ab. Das öffentliche Recht umschreibt neben dem Privatrecht den Eigentumsinhalt. Verletzungen des öffentlichen Rechtes werden auf dem Verwaltungsweg geahndet. Dennoch kann das öffentliche Recht herangezogen werden für die Auslegung der Widerrechtlichkeit. Es kann einen Nutzungsberechtigten (Konzessionär) der Grundeigentümerhaftung unterstellen.

Die Arbeit, die eine Fülle von Problemen aufdeckt, regt den Leser zu weiterm Nachdenken an. Dr. Walter Kolb, Bern

Oftinger, Karl, Professor: **Das Fahrnispfand.** Kommentar zum Schweizerischen ZGB, Bd. IV. Das Sachenrecht, Abt. 2/c. 2, neubearbeitete Auflage. Zürich 1952 (Schultheß & Co.). XIX, 634 S. Gebunden Fr. 48.—.

Mit Befriedigung vernahm man seinerzeit, daß der Verfasser des «Schweizerischen Haftpflichtrechts» die Kommentierung des ZGB für das Fahrnispfand übernommen hatte; mit Staunen erfuhr man, daß er sein Werk trotz aller vielfachen Beanspruchung nach wenigen Jahren schon fertig vorlegen konnte; und mit Freude sieht man die schönsten Erwartungen erfüllt, wenn man den imponierenden Band von über 600 Seiten zur Hand nimmt.

Diesen als erstes auffallenden Umfang zu rechtfertigen, fühlt der Verfasser selbst in seinem Vorort das Bedürfnis. In der Tat kann bei dieser Form der Darstellung von einem Kommentar nur noch sehr bedingt die Rede sein; mit Recht weist aber der Verfasser, gleich wie vor kurzem François Guisan (in ZSR 70, 482), darauf hin, daß in unserem relativ kleinen Rechtskreis die Kommentare — leider! — zugleich die Aufgabe der Hand- und oft sogar der Lehrbücher übernehmen müssen. Wenn sich nun bei

dieser Doppelrolle allmählich das Schwergewicht verlagert, so scheint uns das nicht notwendig bedauerlich. Das Bedürfnis nach systematischen Gesamtdarstellungen, an sich universell, wird zweifellos immer mächtiger im Maße, als eine eigene wissenschaftliche Tradition ein eigenes Gebäude aufführt. Während vielleicht das Bedürfnis nach Kommentaren — soweit sie nicht nur als kurze *codes annotés* knappe Hinweise, vor allem auf Ergänzungsbestimmungen und wichtige Entscheide, geben, sondern Regeln und Begriffe des Gesetzestextes im Anschluß an diesen kurz erläutern, ohne doch über ihn hinauszuführen — in den zentralen Rechtsmaterien mit der größeren Bedeutung der Juristen in Verwaltung und Rechtspflege doch etwas abgenommen hat; denn eben das ist doch eigentlich das Minimalziel der juristischen Ausbildung, daß ihre Absolventen zum Verständnis der Texte nicht mehr auf Fußnoten angewiesen sind, sondern sich in eigener Erkenntnis der Frage auch an einer systematischen Darstellung orientieren können. Man braucht übrigens nicht so weit zu gehen: man kann sich auch mit der Feststellung begnügen, daß die meisten unserer Kommentare längst über die alte Form knapper *glossae* zu den Texten, wie sie etwa die Kommentare zum alten Obligationenrecht boten, hinausgewachsen sind. Ja vielleicht steht sogar jenen echten, ursprünglichen Handkommentaren eine neue Zukunft bevor, gerade weil und wenn das legitime Bedürfnis nach großen systematischen Darstellungen seine Befriedigung findet, sei es nun unter der mehr traditionellen als treffenden Bezeichnung «Kommentar», sei es unter einer andern (falsa demonstratio non nocet). Wohl sind die Nachteile nicht zu übersehen, die sich ergeben müssen, wenn eine kritische Darstellung des lebendigen Rechts an ein festes, oft veraltetes, für ein Gesetz, nicht für die Theorie geschaffenes System mit all den Zufälligkeiten einer Kodifikation gebunden bleibt. Aber eben darum scheint es uns außerordentlich begrüßenswert, daß Oftinger — in Verfolgung einer Tendenz, die sich, wenn wir recht sehen, erstmals in Haabs Einleitung zum Sachenrecht und Eggers Kommentar zum Personenrecht ankündigt, später in Siegwarts Darstellung der Personengesellschaften deutlicher abzeichnet, seither von Gutzwiller für das Genossenschaftsrecht, neuerdings von Liver für die Dienstbarkeiten und von von Steiger für die GmbH übernommen worden ist — nunmehr ganz offen und frei dem eigentlichen Kommentar einen längeren und in einem rein wissenschaftlichen Sinn systematischen Teil voranstellt. Daß es im übrigen auch hier nicht so sehr auf den Namen ankommt, zeigt die Beobachtung, daß mehr als 320 der etwas über 500 Seiten des eigentlichen Kommentars auf ganze 6 der insgesamt

31 Bestimmungen entfallen, darunter allein 130 Seiten auf den Artikel 884; wo das Gesetz nur gerade leitende Prinzipien statuiert, führt auch ein Kommentar bei einiger Einläßlichkeit von selbst zu systematischen Darstellungen: auch das haben auch andere Autoren bereits erfahren müssen, etwa Egger in seinen Erläuterungen der Artikel 373, 395, 405 ZGB u. a.

Die einläßlichen Ausführungen zu den einzelnen Artikeln wie auch schon ein Blick auf den Inhalt des systematischen Teils zeigen aber zugleich, daß der Verfasser keineswegs der nicht zu unterschätzenden Versuchung erlegen ist, seinem Kommentar einen eigentlichen allgemeinen Teil vorauszuschicken und in diesen möglichst viele möglichst allgemeine Sätze und Begriffe zu stecken. Der Hauptaufgabe der Kommentare, die festen Ergebnisse der Theorie und der Rechtsprechung für die Praxis zusammenzufassen und darzulegen, ihr Grundlage und Rüstzeug zur Lösung der Fragen des Alltags wie der neuen Probleme zu geben, ist er durchaus treu geblieben. Zunächst und vor allem durch die bisher ganz fehlende zusammenfassende Darstellung der im Gesetz nicht geregelten Formen dinglicher Sicherung: *pignus irregulare*, Hinterlegung sicherheitshalber, Sicherungsübereignung, Kaution usw. Dann durch die in Umfang und Zuverlässigkeit ausgezeichnete Dokumentation, die in höchst verdienstvoller Weise auch ältere und kantonale Judikatur, Zeitschriftenaufsätze und ausländische Literatur herbeizieht und auch in nur beiläufig berührten Fragen nicht versagt. Auch der Verzicht auf rein historische oder nur theoretisch interessante Darlegungen gehört hierher, namentlich aber die raffinierte Technik der äußeren Darstellung: die bequemen Übersichten vor den Ausführungen zu den einzelnen Artikeln, deren durchaus praktisch orientierte Gliederung, diskret ergänzt durch die geschickte Benützung der Randnummern zu weiterer Unterteilung; die sorgfältigen Verweisungen; das nicht mechanisch verfaßte, sondern von allem Ballast befreite alphabetische Register wie die so bequeme Konkordanz zum alten Obligationenrecht und die erst durch ihre Umsicht wertvollen Angaben über die Quellen fremder Rechte. Sehr begrüßenwert scheinen uns ferner die vielfachen Zusammenstellungen der Praxis in Ermessensfragen durch Quellenstellen nicht nur, sondern durch Angaben über den Inhalt; die rasche Orientierung wird dadurch wesentlich erleichtert. Eine bei der besprochenen allgemeinen Entwicklung wohl notwendige, wenn auch nicht ganz ungefährliche Neuerung ist die, allerdings sparsame, Verwendung von Fußnoten. Entsprechendes gilt für die Kennzeichnung der wichtigeren Spezialliteratur durch *, namentlich auch, sofern dabei

nur auf die Einläßlichkeit abgestellt wird, und die gelegentliche, noch zu entwickelnde Andeutung, ob ein Satz einfach aufgestellt oder angewandt oder näher begründet wird; soweit auch hierbei nicht wertend, sondern möglichst formal verfahren wird, kann auch darin eine große Erleichterung für den Benützer liegen.

Das Werk dient jedoch keineswegs nur dem, der es nachschlagen will; auch wer größere Partien im Zusammenhang liest, wird reichen Gewinn daraus ziehen. Ein didaktischer Zug im besten Sinne ist sogar ganz unverkennbar. Das gilt nicht nur für die einleitenden Darlegungen des systematischen Teils, die Ausführungen zur Terminologie, etwa über die Unterscheidung von generellen und Generalhypotheken, die Hinweise auf den abweichenden Sprachgebrauch in Frankreich und im SchKG, die Zusammenstellungen von Grundprinzipien und von unter sich verwandten Erscheinungen, die Ausführungen zum internationalen, zum Vollstreckungs- und zum Strafrecht. Es zeigt sich auch in der möglichst scharfen Profilierung auch elementarer Grundsätze und Konstruktionen, den häufigen Verweisungen, der eindrücklichen Darstellung rein tatsächlicher Verhältnisse, etwa beim Versatzpfand; und es wird auch sichtbar in der einläßlichen Erörterung verwandter Fragen, die sich zuweilen, etwa beim gutgläubigen Erwerb oder bei der Verpfändung von Wertpapieren, zu ganzen Kommentaren anderer Artikel (ZGB 922 ff., 933 ff., 717, OR 965) erweitern, überhaupt im Bemühen, den einzelnen Fragen in sich geschlossene, für sich allein lesbare Darstellungen zu geben, auch wenn dadurch, wie bei der Trennung von Sicherungsübereignung und Sicherungszession, viele Wiederholungen notwendig werden. Die Bedeutung der Darstellung erschöpft sich jedoch darin nicht. Wohl ist das Fahrnispfandrecht beherrscht von traditionellen, festen Lehren und von den Stürmen der Gegenwart weniger als manche andere Teile des Privatrechts erfaßt worden, auch in vielen Punkten über das Gesetz hinaus durch Gewohnheitsrecht festgelegt. Aber so sehr es auch der Verfasser vermeidet, dem Problematischen und der Diskussion einen allzu weiten Platz einzuräumen, und man darum auch auf manches Interessante, wie die Möglichkeiten der Analogie zum revidierten Bürgschaftsrecht im einzelnen, die durch strafprozessuale beschlagnahmte begründeten Rechte, überhaupt die Gründe (und Bedingungen) für die behauptete Möglichkeit kantonalrechtlicher Pfandrechte u. a. verzichten muß, so besitzt er doch das Verdienst, immer wieder bis zu dem Punkte hinzuführen, wo die Diskussion einsetzen muß, ja diese gerade durch die meisterhafte Luzidität der Darstellung vielfach anzuregen. So ist zum Beispiel die Sicherungsübereignung bei uns sicher

gewohnheitsrechtlich zulässig; aber der rechtsvergleichende Hinweis des Verfassers auf die Zurückhaltung vieler ausländischer Rechte läßt doch aufmerken, und wir möchten sogar die Frage wagen, ob das Bundesgericht wirklich in all den zitierten Fällen davon ausging, daß auch bei Ablehnung der Sicherungsübereignung das Geschäft als Pfandbestellung gültig bliebe (wir verweisen zur Begründung auf ZBJV 88, 449 ff.), und vor allem aus der Annahme, es liege eine Übertragung nicht nur zu Pfandrecht, sondern zu Vollrecht vor, prozeßentscheidende Konsequenzen gezogen hat. Speziell auch: wie steht es mit der vom Verfasser signalisierten Möglichkeit der Resolutivbedingung: bedarf sie ausdrücklicher Vereinbarung, wird sie nicht oft der unausgesprochenen Parteimeinung gemäß sein? Oder weil wir gerade bei der Teilungültigkeit sind: sie scheint uns bei zu weitgehenden Pfand- oder Retentionsrechten, namentlich solchen in allgemeinen Geschäftsbedingungen, mit dem Bundesgericht, so heftig dieses sie in anderen Fällen auch schon verpönt hat, doch der richtigere Weg als die vom Verfasser vorgeschlagene Auslegung (?); er selber nimmt sie denn auch, wie wir meinen: zutreffend, an bei Lohnzessionen, die das Existenzminimum mißachten. Im übrigen ist es nur ganz selbstverständlich, daß in Einzelfragen die Meinungen zuweilen auseinandergehen und der Leser da oder dort sein Fragezeichen setzt: Hat der Retentionsberechtigte wirklich eine (petitorische) Fahrnisklage nach Art. 930 ZGB, nicht nur eine Klage aus Besitzstörung nach Art. 926 ff. ZGB? Hat der Pfandgläubiger wirklich eine Fahrnisklage gegen den Verpfänder, gilt nicht Art. 931 Abs. 2 ZGB? Kann einer Naturalobligation wirklich kein Pfandrecht bestellt werden, wo sie doch sowohl verbürgt als rechtswirksam versprochen werden kann? Kann der Gesicherte bei Hinterlegung sicherheitshalber ein Pfandrecht nicht nur an der Forderung des Hinterlegers, sondern am hinterlegten Geld haben, das heißt, gibt es mittelbaren Besitz an offenen Geldsummen? Kann der Verkäufer unter Eigentumsvorbehalt die Sache wirklich auch dem Bösgläubigen trotz Artikel 152 Abs. 3 OR gültig verpfänden? Auch in systematischen Fragen läßt sich natürlich oft streiten, etwa ob alle als gesetzliche aufgeführten Pfandrechte oder alle als Ausnahmen vom Grundsatz der Akzessorietät erwähnten Sätze solche sind. Und sehr oft stimmt man auch gerne zu, etwa den trefflichen Worten über die Vorschläge auf abstrakte Gestaltung des Fahrnispfandes, der These einer solidarischen Haftung des zedierenden Pfandgläubigers (bei der wir vor allem an die mindestens analoge Anwendung von Art. 101 OR, Ausübung eines Rechts, denken), der Auffassung vom Rang mehrerer Sicherungszessionen und vielem anderen.

Es kann nicht die Aufgabe einer Anzeige sein, bei einem so umfassenden Werk noch mehr in Einzelheiten zu gehen, so wenig der Verfasser sich in ihnen verlieren durfte. Da er dennoch bei allem Blick auf die großen Linien ihrer so viele geboten, wie es die genannten Beispiele nur schwach andeuten konnten, der Diskussion so reichen und fruchtbaren Anstoß gegeben, ihr zugleich ein so prächtiges Instrument geschenkt hat, dafür verdient er herzlichen Dank. Forschung und Lehre, Theorie und Praxis wird sein Werk unentbehrlich sein. PD. Karl Spiro, Basel

Eigenmann, E. J.: Das Reglement der AG. (Die AG im neuen OR, Heft 11.) Zürich 1952 (Polygraphischer Verlag). 79 S. Fr. 7.80.

Die praktische Bedeutung des Reglementes im Rahmen der autonomen Rechtsetzung der AG rechtfertigt es durchaus, diesem Problem eine besondere Studie zu widmen. E. J. Eigenmann hat es verstanden, mit seiner bemerkenswerten Schrift eine längst empfundene Lücke des theoretischen Schrifttums zu schließen.

Wiewohl der Verfasser sich in erster Linie an den Praktiker wendet — auf den Ausführungen über den materiellen Inhalt der Reglemente liegt der Hauptakzent der Schrift —, hat er doch eine sorgfältige rechtstheoretische Grundlegung nicht gescheut: Einleitend untersucht Eigenmann die Stellung des Reglementes im Rahmen der Rechtsquellen der AG. Das führt ihn dann zur Frage der Abgrenzung gegenüber den Statuten und damit — nach deren Klärung — zur Formulierung folgender Definition: «Das Reglement ist die (schriftliche) Zusammenfassung von Verhaltungsmaßregeln der internen Körperschaftsordnung, erlassen durch förmlichen Beschluß eines zuständigen Organes für jenen Bereich, der nicht schon durch Gesetz und Statuten geordnet und den letzteren nicht zwingend vorbehalten ist.» (S. 14.) Man muß dem Verfasser dankbar sein, daß er sich ernsthaft bemüht hat, die von ihm verwendeten Grundbegriffe zu klären. Seine Erläuterungen über die Begriffe «Organ», «Hilfsperson», «Verwaltung», «Geschäftsführung» und «Vertretung» (S. 26 ff.) sind trotz ihrer gedrängten Kürze überaus wertvoll. Rechtstheoretisch einwandfrei werden die schwierigen Fragen der Zuständigkeitskonkurrenz beim Erlaß des Reglementes beantwortet (S. 16 ff.). Eigenmann bleibt auch dort sachlich, wo es gilt, die rechtstheoretischen Ergebnisse auf ihre praktisch-wirtschaftliche Bedeutung zu prüfen (S. 23 ff.).

Im Mittelpunkt der Arbeit stehen die sorgfältigen Untersuchungen über den materiellen Inhalt des Reglementes (S. 36 ff.). Der Verfasser erweist sich als ausgezeichneter Kenner praktischer

Verhältnisse. Vom rechtlichen Standpunkt aus interessieren besonders die Darlegungen über das Organisationsreglement. Dabei sind es naturgemäß nicht die die Generalversammlung betreffenden Organisationsfragen, denen die Hauptbedeutung beizumessen ist: es ist vielmehr das Problem der Verwaltungsorganisation, das eine Fülle schwieriger Fragen aufwirft. Eigenmann macht sich die Aufgabe nicht leichter, wenn er unter «Organisation der Verwaltung» sowohl «die reinen Organisationsfragen wie auch die Regelung der Rechte und Pflichten des Verwaltungsrates als Kollegium, des Präsidenten, des Ausschusses, des Delegierten, des Protokollführers, der Direktion, des Bevollmächtigten und Prokuristen» verstanden haben will (S. 43). Neben den eigentlichen Organisationsfragen finden sich in den meisten Reglementen Spezialvorschriften und Kompetenznormen. Der Verfasser schenkt auch diesen Fragen jene Aufmerksamkeit, die ihre praktische Bedeutung gebietet. Besonders wertvoll sind die der Praxis entnommenen Beispiele: sie fügen sich trefflich in den Gedankengang ein und zeugen von der Wirklichkeitsnähe, die des Verfassers besonderes Anliegen ist. Betrachtungen über das — allerdings in der Praxis nicht häufig anzutreffende — Reglement der Kontrollstelle beschließen die Untersuchungen über das Organisationsreglement. Dem Geschäftsreglement widmet Eigenmann mit Recht nur wenig Raum: die in diesem Zusammenhang zu erörternden Probleme sind doch weitgehend betriebswirtschaftlicher Natur. Prof. F. W. Bürgi, St. Gallen

Graffenried, Dr. R.: Grundlagen und gegenseitiges Verhältnis der Normen des gewerblichen Rechtsschutzes (Pat G, URG, MMG, MSchG, Firmenrecht, UWG und Persönlichkeitsrechte). (Abhandlungen zum schweiz. Recht NF Heft 296.) Bern 1952 (Stämpfli & Cie.). 126 S. Fr. 7.30.

Die Pionierarbeiten im Bereich des Immaterialgüterrechtes ordneten die einzelnen Spezialgebiete einem allgemeinen Prinzip unter und bemühten sich, derart einen Überblick zu gewinnen. In der weiteren Entwicklung wurden die charakteristischen Merkmale der Teilgebiete immer mehr herausgearbeitet und betont, wobei der Sinn für die Grundlagen und die Übersicht ins Hintertreffen geriet. Dazu mag auch beigetragen haben, daß die Praktiker weit mehr in der Literatur zum Wort kamen als in den andern Rechtsgebieten. Neuerdings versucht man, sich aus dem gefährlichen und zu weit getriebenen Spezialistentum, das zu ausgefeilten rechtstechnischen Einzelheiten führt, Uneingeweihte jedoch abschreckt, zur Synthese zurückzufinden.

Einen gelungenen Versuch auf diesem Weg stellt Graffenrieds

Dissertation dar. Sie hat den Vorteil, daß er zwar das Gemeinsame betont, aber keineswegs die Unterschiede übersieht und daher auch zu praktisch brauchbaren Resultaten gelangt. Er geht, zum großen Vorteil der Arbeit, von der Funktion der Erfindung, der Marke, des Werkes und Modelles und der Unternehmenswerte in Verbindung mit dem wirtschaftlichen Wettbewerb aus. So gelangt er zum Beispiel zur wichtigen, oft zu wenig betonten Unterscheidung der persönlichkeits- und wettbewerbsrechtlichen Aufgabe der Firma. Oder er lehnt die Auffassung ab, die von den meisten Autoren, u. a. früher auch vom Schreibenden, vertreten wurde und die den Schutz der berühmten Marke mit unlauterem Wettbewerb begründen will, obgleich da gerade ein Wettbewerbsverhältnis nicht besteht. Er versucht dann allerdings sich auf Persönlichkeitsschutz zu berufen, was wiederum nicht angängig ist. Die berühmte Marke wird auch dann geschützt, wenn man nicht annehmen kann, sie sei von einem Unternehmen geliefert, das in irgendwelcher Weise mit dem Träger der berühmten Marke in Zusammenhang steht. Man schützt nur den Wettbewerbsgehalt der Marke an sich, weil man dem Träger den Erfolg seiner wirtschaftlichen Leistung gegen jeglichen Eingriff ungeschmälert erhalten will. So muß man anerkennen, daß es sich um einen Leistungsschutz eigener Art handelt und daß die Gerichte, wenn sie eine berühmte Marke derart schützen, eine Gesetzeslücke ausfüllen.

Nützlich ist die Arbeit auch deshalb, weil die schweizerische Literatur — auch Aufsätze und Dissertationen — umfassend herangezogen ist und weil insbesondere die bundesgerichtliche Praxis reichlich zum Wort kommt. Dr. A. Troller, Luzern

Frédéricq, Louis, Professeur à l'Université de Gand: **Traité de Droit Commercial Belge.**

Tome I: Aperçu historique. Sources. Actes de commerce. Commerçants. Agents commerciaux: commissionnaires, courtiers, représentants de commerce et employés. Juridiction commerciale. Compétence et procédure en matière commerciale. L'emploi des langues dans la procédure commerciale. — 714 S. Gand (Rombaut-Fecheyr) 1946.

Tome II: Le fonds de commerce et sa protection contre la concurrence illicite. Les bourses de commerce de fonds publics et de marchandises. Les opérations de bourse. La dépossession des titres au porteur. Le gage commercial. — 759 S. Gand (Rombaut-Fecheyr) 1947.

Tome III: La vente commerciale. Les assurances terrestres. Le contrat de transport. — 768 S. Gand (Editions Fecheyr) 1947.

Tome IV: Les sociétés commerciales en droit belge. La constitution des sociétés congolaises. Les sociétés commerciales aux Pays-Bas et au Luxembourg. Guide fiscal et formules d'actes. — Première partie (S. 1—592), Gand (Ed. Fecheyr) 1950.

Tome V: Les sociétés commerciales en droit belge. — Deuxième partie (S. 593—1139), Gand (Ed. Fecheyr) 1950.

Tome VI: Les sociétés commerciales en droit belge. — Troisième partie (S. 1140—1763), Gand (Ed. Fecheyr) 1950.

Tome VII: Faillites et banqueroutes. Sursis de payement. Concordats judiciaires. — Première partie (S. 1—668), Gand (Ed. Fecheyr) 1949.

Tome VIII: Faillites et banqueroutes, etc. — Deuxième partie (S. 669—1281), Gand (Ed. Fecheyr) 1949.

Tome IX: Banques et opérations de banque. Le chèque. — 575 S. Gand (Ed. Fecheyr) 1952.

Tome X: Lettre de change. Billet à ordre. Table analytique générale. — (Wird erscheinen, sobald die belgische Legislative den Text der Loi Uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre verabschiedet hat, voraussichtlich 1953.)

Der Aufgabe, ein Werk wie das vorliegende, welches nach dem Erscheinen des angekündigten zehnten und letzten Bandes wohl gegen siebentausend Seiten umfassen wird, in der Zeitschrift für Schweizerisches Recht eingehend und kritisch zu besprechen, fühlt sich der Rezensent keineswegs gewachsen; es kann sich denn auch im folgenden lediglich darum handeln, die vorstehende kurze Inhaltsangabe der bisher erschienenen neun Bände etwas zu erweitern, um dem Leser einen Begriff vom Aufbau dieses belgischen Gegenstückes von Lyon-Caen & Renault zu vermitteln und dem an einzelnen Gegenständen besonders Interessierten das Nachschlagen etwas zu erleichtern.

Der Autor, Louis Frédéricq, Avocat près la Cour d'Appel de Gand, Professeur aux Universités de Gand et de Bruxelles, Membre de l'Académie royale flamande de Belgique, braucht den schweizerischen Juristen kaum mehr vorgestellt zu werden; vornehmlich die Teilnehmer an der Lucerne Conference 1952 der International Law Association werden sich dieses «grand old man» der belgischen Delegation unfehlbar erinnern. Vorbereitet durch seine dreiteiligen «Beginselen van het Belgisch Handelsrecht», hat er hier die Erfahrungen einer jahrzehntelangen Beschäftigung mit dem Handelsrecht niedergelegt, unterstützt nur im 9. Band «pour la partie relative aux effets de commerce» von Raoul Debacker, Référendaire-adjoint au tribunal de commerce de Bruxelles.

Das Interesse von Frédéricq gilt vor allem dem geltenden Recht; das «aperçu historique» des ersten Bandes ist darum denkbar knapp gefaßt. Aus den ebenfalls in meisterhafter Kürze dargelegten «Caractères du droit commercial belge» (t. I, n° 12, p. 34 f.) ist für den Inhalt des ganzen Werkes von Bedeutung, daß sich Belgien, im Gegensatz zum deutschen HGB, für den objektiven Charakter des Handelsrechts entschieden hat: Handelsrecht ist nicht das Sonderrecht der als Kaufleute qualifizierten Personen, sondern das Recht, welches die als Handelsgeschäfte qualifizierten Rechtshandlungen beherrscht, unbekümmert darum, ob sie von Kaufleuten oder Privatpersonen vorgenommen werden. Die berufsmäßige Vornahme von solchen Handelsgeschäften qualifiziert immerhin den Ausübenden als «commerçant», wodurch er (wie nach der subjektiven Theorie) gewissen Sonderbestimmungen unterworfen wird. Im Gegensatz zur Schweiz ist in Belgien dieses objektive Handelsrecht aber nicht in das übrige Zivilrecht eingebaut, sondern beruht dem Namen nach immer noch auf dem Code de commerce von 1807, wenngleich dieses Gesetz inzwischen so oft abgeändert und ergänzt wurde, daß nur noch wenige Artikel des Originals erhalten sind. Das Gebiet des Handelsrechtes ist in jüngster Zeit übrigens so stark ausgedehnt worden, daß Frédéricq (t. I, p. 22) sein Aufgehen im umfassenderen Gebiet eines «droit économique», eines Wirtschaftsrechtes, voraussieht.

Nach den erwähnten einleitenden Bemerkungen allgemeiner Natur enthält der erste Band im weiteren die Grundlagen des belgischen Handelsrechts: es wird in vier «titres» gesprochen von den «actes de commerce» (eine Aufzählung der Handelsgeschäfte, welche indes ein «concept juridique unique» des Handelsgeschäftes nicht ermöglicht), von den «commerçants et leurs obligations professionnelles» (wo einerseits etwa von der Stellung der verheirateten Frau im Handel, andrerseits von der Buchführungspflicht gehandelt wird), von den «agents commerciaux» (vor allem commissionnaires und courtiers) und schließlich von den «institutions propres au commerce» (namentlich von den Handelsgerichtshöfen).

Der zweite Band kann auch noch zur Darstellung der Grundlagen gerechnet werden oder doch zur Schilderung der «institutions propres au commerce». Er zerfällt in drei Teile, welche sich befassen zunächst mit dem «fonds de commerce», einem Sammelbegriff, welcher sowohl «éléments incorporels» (wie zum Beispiel «la clientèle», den *goodwill*, den «nom commercial» usw.) als auch «éléments mobiliers corporels» und «éléments immobiliers» enthält und etwa im weitesten Sinn dem «Geschäftsvermö-

gen» entspricht; in diesem Zusammenhang gelangen die Regeln betreffend den unlauteren Wettbewerb zur Darstellung. Die übrigen beiden Teile befassen sich mit den Börsen und der Institution des «gage commercial».

Materielles Handelsrecht im eigentlichen Sinn beginnt mit dem dritten Band: der Handelskauf (oder Kauf im kaufmännischen Verkehr), die Landversicherung und der Frachtvertrag erfahren hier eine eingehende und vollständige Darstellung. Es mag an dieser Stelle darauf hingewiesen werden, daß im ganzen Werk nicht nur Literatur und Judikatur vollständig nachgeführt sind (wobei sogar auf die zwischen Abschluß des Manuskriptes und Erscheinen eingetretenen Änderungen in Gesetzestexten oder Judikatur durch eingelegte Zettel aufmerksam gemacht wird), sondern auch überall anhangsweise Formulare, Reglemente, allgemeine Geschäftsbedingungen usw. nachgedruckt sind.

Die Bände IV, V und VI bilden auch innerhalb des Gesamtwerkes eine Einheit, was sich schon an der durchgehenden Paginierung zeigt. Diese Darstellung des belgischen Gesellschaftsrechtes ist vielleicht überhaupt das Kernstück von Frédéricqs Traité. Band IV und V bilden zusammen das erste Buch, enthaltend das Recht der belgischen Handelsgesellschaften, während das Band VI beanspruchende zweite Buch mehr anhangsweise über die «sociétés congolaises» sowie über die Handelsgesellschaften der benachbarten und mit Belgien ja in der Benelux verbundenen Staaten Holland und Luxemburg berichtet. Das belgische Gesellschaftsrecht (auch hier können nur die Umrisse angedeutet werden) wird unter zwölf Titeln von unterschiedlicher Länge behandelt: nach den «notions générales» (über das allgemeine Gesellschaftsrecht und namentlich den Unterschied von «sociétés civiles» und «sociétés commerciales») folgen die Grundlagen der «sociétés commerciales proprement dites», dann in der auch uns vertrauten Reihenfolge die «sociétés de personnes proprement dites: sociétés en nom collectif et en commandite simple», auf gegen 500 Seiten die «sociétés de capitaux ou sociétés par actions» (zum Teil bereits in Band V), die «société de personnes à responsabilité limitée des associés» und «les sociétés coopératives et les unions du crédit»; die Liquidation der Gesellschaft, Klagen, Verjährung, Prozedurfragen, dann «sociétés constituées en pays étrangers», Strafbestimmungen und schließlich «sociétés commerciales n'ayant pas de personnalité civile: sociétés momentanées et en participation» bilden den Gegenstand der übrigen Titel. Der sechste Band bringt nach den bereits erwähnten Schilderungen einen ungewöhnlich großen Anhang mit einem ausführlichen «guide fiscal» und zahlreichen «formules d'actes»

sowie schließlich Disposition und Inhaltsverzeichnis der drei Bände IV—VI.

Die Bände VII und VIII bilden wiederum zusammen eine Einheit; hier handelt es sich um das Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. Von den vier Titeln beansprucht der erste («des faillites et banqueroutes») naturgemäß den Löwenanteil; er nimmt den ganzen Band VII und noch ein Drittel des Bandes VIII ein. Die Titel II und III (über «sursis de payement» und «concordat judiciaire») schildern demgegenüber auch legislativ jüngere Erscheinungen; namentlich über das «concordat judiciaire» ist noch 1946 ein neues Gesetz erlassen worden. Wiederum mehr anhangsweise folgt noch ein «Aperçu sur la législation du Congo en ce qui concerne la faillite et le concordat préventif», während der eigentliche Anhang die gewohnte Fülle an Formularen sowie den Text zwischenstaatlicher Vereinbarungen dieses Rechtsgebietes bringt.

Wie in einer Band IX beigefügten Note ersichtlich ist, sollte dieser Band den ganzen Traité abschließen. In seiner ersten Hälfte bringt er «les banques et les opérations de banque» zur Darstellung; die zweite Hälfte war dem Wertpapierrecht gewidmet. Von der üblichen Reihenfolge Wechsel-Ordrepapiere-Check mußte indes abgewichen werden, weil das vom Senat bereits 1948 angenommene Gesetz, welches die Loi Uniforme sur les lettres de change et billets à ordre in die nationale Gesetzgebung einbauen soll, von der Chambre des Représentants noch nicht durchberaten worden ist. Der vorliegende, 1952 erschienene Band IX enthält demnach lediglich das Checkrecht, während der vorbereitete Kommentar zum neuen Wechselrecht naturgemäß die Promulgation dieses Gesetzes abwarten muß.

Wenn dennoch jetzt schon der ganze «Traité du droit commercial belge» hier angezeigt wird, so geschieht das in der Überzeugung, daß auch der noch ausstehende Band X die Vollkommenheit der vorliegenden Bände I—IX aufweisen, ja durch die «Table analytique générale» dem ganzen Werk erst die Krone aufsetzen wird. Daß Professor Frédéricqs Traité einen Ehrenplatz in der großen Bibliothek des Handelsrechts einnehmen wird, ist sicher. PD. Bernhard Staehelin, Basel

Schweizerische Sozialgesetzgebung, Législation sociale de la Suisse, 1951. Publié par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, en liaison avec l'Office fédéral des assurances sociales. Zurich 1952 (Editions polygraphiques). 304 p. Fr. 19.80.

Nous rendions compte tout récemment des années 1949 et 1950 du recueil relatif à la législation sociale publié annuellement par l'O.F.I.A.M.T. Voici que vient de paraître le volume consacré à l'année 1951. Il contient notamment, sur le plan fédéral, la loi sur l'assurance-chômage et son règlement d'exécution, la loi sur le service de l'emploi et le règlement d'exécution I y relatif, diverses dispositions extraites de la loi sur l'agriculture, l'ordonnance d'exécution de l'arrêté relatif à l'industrie horlogère et les conventions sur les assurances sociales conclues avec l'Autriche et l'Allemagne. Mais le principal intérêt de cette publication consiste dans la reproduction des lois et ordonnances cantonales, puisque l'on peut facilement trouver les textes fédéraux dans le «Recueil des lois fédérales». L'année 1951 n'apporte sur le plan cantonal pas beaucoup de dispositions importantes, si ce n'est la loi neuchâteloise sur les prud'hommes, l'ordonnance soleuroise sur la fermeture des magasins et les lois de Bâle-Ville relatives à l'application des lois fédérales sur l'assurance-chômage et sur le service de l'emploi.

Nous ne pouvons que confirmer ce que nous disions précédemment de l'utilité de cette publication et du soin avec lequel elle est présentée, de même que nous ne pouvons que nous référer aux quelques critiques que nous avons déjà formulées. Relevons encore cependant que le lecteur non prévenu pourrait croire que la loi fédérale sur l'agriculture est entrée en vigueur en 1951, alors qu'elle n'était pas promulguée à la fin de 1952; la reproduction de la loi n'est en effet, dans le recueil, accompagnée d'aucune indication à cet égard. Prof. A. Berenstein, Genève

Die Durchführung der Wirtschaftsartikel auf dem Gebiet der Sozialversicherung. (Bd. 15 der Veröffentlichungen der Schweizerischen Verwaltungskurse an der Handelshochschule St. Gallen.) Herausgegeben von Prof. Dr. Hans **Nawiasky.** Einsiedeln/Köln 1952 (Benziger & Co.). 159 S. Fr. 11.50.

Diese Veröffentlichung enthält die elf Vorträge, die 1950 am 64sten der verdienstlichen St. Galler Verwaltungskurse gehalten worden sind. Der Titel mag vielleicht nicht ganz exakt sein, da nur die Arbeitslosenversicherung ihre Bundeskompetenz unter den neuen Wirtschaftsartikeln findet, während für die Kranken-, die Unfall- und die Alters- und Hinterlassenenversicherung andere Zuständigkeitsbestimmungen bestehen, und da die Sozialversicherungsgesetzgebung im Verhältnis zur Bundesverfassung mehr als nur «Durchführung» ist; doch tut dies nicht viel zur Sache. Die Arbeiten sind überwiegend deskriptiv, haben aber sicherlich ihre Aufgaben an den Kursen dennoch oder gerade des-

halb erfüllt; die zuhörenden kantonalen und kommunalen Beamten und Verbands- und Kassenangestellten werden eben mit der tieferen, namentlich gesetzgebungspolitischen Problematik der Materie kaum vertraut gewesen sein. Zwei der Vorträge stechen aber hervor: P. Binswanger untersucht die Stellung der Ausgleichskassen in der AHV. Über dieses Thema wird nächstens auch eine gute Berner Dissertation erscheinen. P. Binswanger erkennt mit sicherem Blick die engen Grenzen, die bei dieser Form der Dezentralisation der Selbständigkeit der Kassen gesetzt sind. Als Chefbeamter durfte er mit dem Gesetzeswerk allerdings nicht allzu kritisch verfahren. Ein ungelöstes Problem ist zum Beispiel bis heute dasjenige der Weisungsgewalt des Bundesamtes und ihr Verhältnis zur Rechtsprechung, ein anderes die praktische Unanfechtbarkeit von Kassenverfügungen, die zugunsten eines Beitragspflichtigen oder Rentenempfängers das Gesetz unrichtig anwenden. Die Organisations- und Dezentralisationsform mit den Verbands- und kantonalen Kassen hat jedenfalls mit Föderalismus und Subsidiaritätsprinzip wenig zu tun, denn es fehlen den Kassen notwendig die beiden entscheidenden Merkmale: Autonomie und genossenschaftliche Willensbildung in den hauptsächlichen Funktionen. Sie stellen rechtssoziologisch kaum viel mehr als dezentralisierte Bürokratie dar. Daß sie in vielen Beziehungen eine rationelle Lösung darstellen, soll aber nicht bestritten werden, sondern nur, daß sie echte Selbstverwaltung seien. Max Holzer behandelt die rechtlichen Grundfragen der Arbeitslosenversicherung und hebt in einleuchtender Weise den großen Unterschied zwischen der bloßen Bundessubventionierung (mit Subventionsbedingungen), die früher gegolten hatte, und der gesetzlichen Ordnung durch den Bund hervor, die heute in Kraft steht. Die Eigenart dieses Sozialversicherungszweiges im Vergleich zur AHV besteht darin, daß er den Versicherungskassen eine beschränkte Autonomie belassen, aber auch einen Teil der Risiken aufgeladen hat. — Ein *noli me tangere* war am Verwaltungskurs offenbar die Stellung des Arztes in der Krankenversicherung, also das zentrale Anliegen der gegenwärtigen Gesetzesrevision. Die Schrift ist trotzdem in manchen Richtungen eine Fundgrube und jedenfalls anregend.

Prof. H. Huber, Bern

Association des notaires vaudois. Jurisprudence 1950 et 1951. Lausanne 1952 (Librairie de l'Université, F. Rouge et Co.). 136 p. Fr. 9.35.

L'exercice de la profession de notaire exige d'avoir constamment en mémoire, ou, à tout le moins, à portée de main, les dé-

cisions jurisprudentielles les plus récentes dans les domaines les plus variés du droit. Tous les notaires — et surtout les notaires établis à la campagne — ne sont pas en mesure de consulter les nombreuses revues juridiques où sont publiées les décisions qu'ils doivent connaître. Aussi faut-il louer l'«Association des notaires vaudois» d'avoir pris l'initiative d'éditer, tous les deux ans, un cahier qui contient en résumé, parfois avec un extrait des motifs ou une remarque judicieuse, les décisions qu'un notaire ne saurait ignorer. Le 18e cahier, rédigé par M. Emile Thilo, ancien greffier du Tribunal fédéral, nous donne dans la perspective professionnelle notarielle les principaux arrêts du Tribunal fédéral et des juridictions cantonales, en matière de droit public (nationalité, droit de cité, etc.), de droit privé, d'assurances, de poursuites, de procédure, de droit pénal et de droit fiscal (impôts fédéraux, législation fiscale de Vaud, Genève, Fribourg), en prenant soin d'indiquer où la décision relatée a été publiée intégralement. L'ouvrage se termine par un répertoire des prescriptions fédérales, édictées en 1950/51, et qui intéressent le notariat, ainsi que par une liste des ouvrages fondamentaux, parus dans le même temps, et qu'un notaire a intérêt à se procurer.

Edité par les notaires vaudois, rédigé par un homme à la fois cultivé et pratique, ce cahier mérite la plus grande diffusion, notamment en Suisse romande. Grâce à cette publication, un notaire avisé réalisera une importante économie de temps, en se dispensant de dépouiller les nombreuses revues que M. Thilo a bien voulu consulter pour les notaires.

Prof. François Clerc, Neuchâtel

Aargauische Gerichts- und Verwaltungsentscheide 1951. Aarau 1952 (H. R. Sauerländer & Co.). 370 S. Fr. 13.50, geb. Fr. 15.60.

Der vorliegende Band ist erheblich kürzer ausgefallen als derjenige des Vorjahres: 370 gegen 494 Seiten. Der Grund dafür wird, zum Teil wenigstens, darin zu suchen sein, daß die Entscheidungen der Rekurskommission in Sachen AHV diesmal bedeutend weniger zahlreich sind als im Vorjahr. Es scheint in dieser schwierigen Materie doch eine gewisse Abklärung eingetreten zu sein. Dagegen haben die Familienzulagen an landwirtschaftliche Arbeitnehmer gemäß dem BB vom 22. Juni 1949 zu etwelchen Streitfragen den Anlaß gegeben.

Aus dem Gebiete des Zivilrechts sind nur wenige Entscheidungen veröffentlicht worden. Das erscheint verständlich im Hinblick auf die vielen grundsätzlichen Entscheidungen, die das Bundesgericht jedes Jahr zur Veröffentlichung bringt. Unter den Entscheidungen aus dem Gebiete des Verwaltungsrechts ist ein

Urteil des Obergerichts zu erwähnen, durch welches erstmals das Beamtenverantwortlichkeitsgesetz vom 21. Dezember 1939 ausgelegt wurde. Dieses Gesetz sieht die direkte Haftung des Staates für die durch seine Beamten, Angestellten und Arbeiter gestifteten Schäden vor. Die Frage war nun, ob ein sogenannter Kontrolltierarzt, der im Auftrag des Kantonstierarztes Impfungen von Rindvieh vorgenommen hatte, als Staatsbeamter anzusehen sei. Das Obergericht hat die Frage bejaht und die gegen ihn gerichtete Schadenersatzklage abgewiesen. Es sei, so führte es aus, nicht darauf abzustellen, ob der Beklagte zum Staat in einem dauernden Dienstverhältnis gestanden habe; ausschlaggebend sei vielmehr, daß er dem betreffenden Viehbesitzer in Ausübung öffentlicher Funktionen gegenübergestanden habe (S. 82).

Sehr zu begrüßen ist eine neue Praxis, die das Obergericht als Beschwerdeinstanz in Strafsachen mit Bezug auf den Wahrheitsbeweis bei Ehrverletzungen begründet hat. Besteht nämlich die Ehrverletzung im Vorwurf einer strafbaren Handlung, so konnte nach bisheriger Praxis der Wahrheitsbeweis nur auf dem Wege des Strafprozesses gegen den Kläger erbracht werden; bis zu dessen Erledigung blieb der Ehrverletzungsprozeß sistiert. Nach dem neuesten Entscheide des Obergerichts kann nun der Wahrheitsbeweis auch im Privatstrafverfahren, also im Ehrverletzungsprozeß, durch die dort üblichen Beweismittel erbracht werden (S. 117).

Verhältnismäßig zahlreich sind auch die Entscheidungen der Rekurskommission in Steuersachen; vor allem was die sogenannte Zwischentaxation im Sinne von § 66 des Steuergesetzes in der ihm durch die Revision von 1949 gegebenen neuen Fassung anbelangt.

Unter den Entscheiden des Regierungsrates sei ein solcher vom 8. Juni 1951 erwähnt, durch welchen die Voraussetzungen der unentgeltlichen Aufnahme in das Gemeindebürgerrecht gemäß § 13, Abs. 2, des Bürgerrechtsgesetzes vom 29. Oktober 1940 näher umschrieben wurden. Der Regierungsrat stellte fest, daß einen solchen Anspruch nur derjenige Kantonsbürger besitzt, der in einer andern aargauischen Gemeinde während mindestens 20 Jahren gewohnt hat und bei Stellung des Gesuches in der betreffenden Gemeinde wohnhaft ist. Das war auch unzweifelhaft der Sinn des Gesetzes, da bei seinem Erlaß die Absicht bestand, soweit wie möglich Wohnsitz und Gemeindebürgerrecht zusammenfallen zu lassen (S. 215).

Nicht selten sind auch die Fälle, wo sich der Regierungsrat mit dem Entzug des Führerausweises gemäß Art. 13, Abs. 2, MfG zu beschäftigen hat. In einem Entscheid vom 12. Januar 1951 stellte er fest, daß die Zuwiderhandlung gegen den zeit-

weisen Entzug des Führerausweises neben der gerichtlichen Bestrafung auch noch die Verlängerung des früher ausgesprochenen Entzuges, eventuell die neue Verhängung eines solchen Entzuges zur Folge haben kann. Diese Praxis ist sehr zu begrüßen; denn wer sich über den Entzug des Führerausweises hinwegsetzt, sollte aus dem Motorfahrzeugverkehr wenigstens zeitweise ausgeschaltet bleiben, bis anzunehmen ist, daß er inskünftig das Gesetz besser respektieren werde, zumal dann, wenn der erstmalige Entzug wegen Führens des Motorfahrzeuges in angetrunkenem Zustande erfolgt ist (S. 240).

Den Schluß des Bandes bilden auch diesmal drei getrennt gehaltene alphabetische Sachregister betreffend die Gerichtsentscheidungen, die Entscheidungen der Rekurskommission in Steuersachen und die Verwaltungsentscheide des Regierungsrates und seiner Direktionen.

Prof. E. Steiner, alt Oberrichter, Aarau

Bibliographia iuridica Fennica 1809—1948. Suomen Lainopillinen Kirjallisuus. Finlands juridiska Litteratur. Littérature juridique de la Finlande. Suomalainen Lakimiesyhdistys. Helsinki 1951. 4°. XXXVI, 1047 p.

Diese Bibliographie verzeichnet in 26 Hauptabschnitten auf 856 Seiten die gesamte juristische Literatur Finnlands von 1809 bis 1948. In den ersten 12 Abschnitten sind die Kataloge, Bibliographien, Ausgaben von Gesetzbüchern und Gesetzestexten, Amtsschriften, Gerichts- und Verwaltungsentscheide, Festschriften, juristische Handbücher usw. erwähnt. Die Literatur der einzelnen juristischen Fachgebiete wird in den Abschnitten 13—26 aufgeführt. Jeder Abschnitt ist seinerseits in zahlreiche Kapitel unterteilt; dadurch ist diese Bibliographie gerade für jene Juristen von Nutzen, die sich mit einem Spezialgebiet befassen. Ein umfangreiches Autoren- und ein Sachregister erleichtern die Benutzung der Bibliographie, während den nichtfinnischen Lesern dadurch Rechnung getragen wird, daß das Vorwort, die Einführung für den Leser, das Inhaltsverzeichnis und die Titel der Hauptabschnitte und Kapitel in finnischer, schwedischer und französischer Sprache abgefaßt sind. G.

Eingegangene Bücher

(Besprechung vorbehalten)

Archiv für Rechts- und Sozialphilosophie. Bd. XL, 1952, H. 2. Bern 1952 (Francke). S. 161-320. Fr. 11.—.

Bappert, Walter / Maunz, Theodor: Verlagsrecht. Kommentar zum Gesetz über das Verlagsrecht v. 19. 6. 1901 unter Berücksichtigung d. österr. u. schweiz. Rechts... München/Berlin 1952 (C. H. Beck'sche Verlagsbuchh.). XXIV, 538 S. geb. Fr. 32.05.

Barth, Kuno: Die Entwicklung des deutschen Bilanzrechts und der auf ihm beruhenden Bilanzauffassungen handelsrechtlich und steuerrechtlich. Bd. I Handelsrechtlich. Stuttgart 1953 (Selbstverlag). 336 S. Fr. 20.70.

Baumgarten, Arthur: Die Idee der Strafe. (Deutsche Akademie der Wissenschaften zu Berlin, Vorträge und Schriften H. 48.) Berlin 1952 (Akademie-Verlag). 12 S. Fr. 1.05.

Binder, Hans: Die Geisteskrankheit im Recht. Zürich 1952 (Schultheß). 205 S. Fr. 15.—.

Entscheidungen des Eidgenössischen Versicherungsgerichts. — Arrêts du Tribunal fédéral des assurances. — Sentenze del Tribunale federale delle assicurazioni. Amtliche Sammlung III 1952. Bern 1952 (Hans Huber). S. 157—230. Fr. 10.50 i.J.

Entscheidungssammlung des Hessischen und des Württemberg-Badischen Verwaltungsgerichtshofes. Hrsg. v. d. Mitgliedern der Gerichtshöfe. Bd. I, H. 2/3. Karlsruhe 1952 (C. F. Müller). S. 65 — 192. Fr. 20.70.

Entscheidungssammlung des Hessischen und des Württemberg-Badischen Verwaltungsgerichtshofes. Hrsg. v. d. Mitgliedern der Gerichtshöfe. Bd. I, H. 4. Karlsruhe 1952 (C. F. Müller). XVI, S. 193—258. Fr. 20.70 p. Bd. zu 4 H.

Fehrlin, Wolfram: Die Rechtsgleichheit der Ausländer in der Schweiz. (Abh. z. schweiz. Recht NF H. 298.) Bern 1952 (Stämpfli). XII, 151 S. Fr. 7.30.

Festschrift für Martin Wolff. Beiträge zum Zivilrecht und internat. Privatrecht. Hrsg. v. Ernst von Caemmerer, Walter Hallstein, F. A. Mann, Ludwig Raiser. Tübingen 1952 (Mohr). VI, 413 S. Fr. 45.50.

Flattet, Guy: La propriété par étages et le droit suisse. Le Locle 1952 (Impr. Gasser). 20 p.

Fuchs, Johannes Georg: Iusta causa traditionis in der Romanistischen Wissenschaft. (Basler Studien z. Rechtswissensch. H. 35.) Basel 1952 (Helbing & Lichtenhahn). 264 S. Fr. 12.50.

Carzoni, Fernando: Die Rechtsstaatsidee im schweizerischen Staatsdenken des 19. Jahrhunderts (unter Berücksichtigung der Entwicklung im englischen, nordamerikanischen, französischen und deutschen Staatsdenken). Zürich 1952 (Polygraph. Verlag). 233 S. Fr. 11.45.

Germann, O. A.: Schweizerisches Strafgesetzbuch 1937/1950. Taschenausgabe mit kurzen Erläuterungen, Rechtsprechung des Bundesgerichts und ergänzenden Hinweisen auf andere Bundesgesetze, Materialien, Systematik und Sachregister. Unter Mitarbeit von R. v. Segesser. 5. neubearb. u. erw. Aufl. Zürich 1952 (Schultheß). XXXII, 352 S. geb. Fr. 12.50.

Grieshaber, Hans: Die Versicherungsbedingungen und wichtigsten Prämiensätze der in der Schweiz konzessionierten Lebensversicherungsgesellschaften 1953. Bern 1953 (Paul Haupt). 79 S. kart. Fr. 7.—.

Guhl, Heinrich: Die Spezialbesteuerung der Grundstückgewinne in der Schweiz. Zürich 1952 (Orell Füßli). 383 S. Fr. 29.10.

Henggeler, Josef u. Emmy: Eidgenössische Warenumsatzsteuer, Gesetze und behördliche Erlasse. Nachtrag 1. Nov. 1952. Basel 1952 (Verlag f. Recht u. Gesellschaft). 30 S. Fr. 2.40.

Hinderling, Hans: Das schweizerische Ehescheidungsrecht. Zürich 1952 (Schultheß). 147 S. geb. Fr. 10.—.

Hindermann, Walter E. / Gygax, Eduard: Leitfaden für Geschäftsübertragungen, Verkauf, Pacht, Erbfolge, Umwandlung. Zürich 1953 (Organisator). 284 S. geb. Fr. 19.25.

Hofstetter, Max: Die Rechtsgrundlagen der kantonalen Bauplanung und ihre praktische Anwendung im besondern. (SA Schweiz. Juristen-Zeitung 48, H. 24.) Zürich 1952 (Selbstverlag, Luzern). 29 S.

Kühne, Hanns: Gottlieb Walther (1738—1805) und die historische Rechtsschule. (Abh. z. schweiz. Recht NF H. 300.) Bern 1952 (Stämpfli). XII, 323 S. Fr. 12.50.

Lakimies, Suomalaisen Lakimiesyhdistyksen Aikakauskirja 1952 Vihko 1—5. Helsinki 1952 (Suomalainen Lakimiesyhdistys). 775 S., X.

Larenz, Karl: Lehrbuch des Schuldrechts. Bd. I Allg. Teil. München/Berlin 1953 (C. H. Beck). XV, 304 S. geb. Fr. 19.25.

Leibholz, Gerhard: Der Strukturwandel der modernen Demokratie. (Jurist. Studiengesellschaft Karlsruhe, Schriftenreihe H. 2.) Karlsruhe 1952 (C. F. Müller). 38 S. Fr. 2.15.

Lienhard, Hans: Das neue Bürgerrechtsgesetz. (Rechtshilfe-Bücher H. 84.) Zürich 1952 (Rechtshilfe-Verlag). 16 S. Fr. 1.—.

Lutz, Benno: Die Bewertungsprobleme des Konzerns. (Veröff. d. Handels-Hochschule St. Gallen, Reihe A, H. 33.) Zürich/St. Gallen 1952 (Polygraph. Verlag). XXI, 215 S. Fr. 14.55.

Merz, Hans: Über die Schranken der Kartellbindung. (Abh. z. schweiz. Recht NF H. 302.) Bern 1953 (Stämpfli). VIII, 68 S. Fr. 9.35.

Pfaffendorf, Hans von: Das Weltbild des Richters. Wien 1951 (Braumüller). XV, 201 S. Fr. 9.80.

Piccard, R. / Thilo, E. / Steiner, E.: Dictionnaire juridique français-allemand et allemand-français. Rechtswörterbuch. T. I français-allemand. Zürich 1950 (Schultheß). XII, 596 p. geb. Fr. 58.25.

Portmann, Peter: Strolchenfahrt und Strolchenfahrtenversicherung nach Art. 55 MFG. (Abh. z. schweiz. Recht NF H. 299.) Bern 1952 (Stämpfli). X, 131 S. Fr. 7.30.

Reichlin, Paul: Die Schweigepflicht des Verwaltungsbeamten. (Beitr. z. schweiz. Verwaltungskunde H. 33.) Zürich 1953 (Orell Füßli). 32 S. Fr. 1.90.

Rosenberg, Leo: Die Beweislast. 3., völlig neu bearb. Aufl. München/Berlin 1953 (C. H. Beck). VI, 407 S. geb. Fr. 27.45.

Saxer, Peter: Die AHV-Ausgleichskassen als neue Organisationsform der schweizerischen Sozialversicherung. (Abh. z. schweiz. Recht NF H. 301.) Bern 1953 (Stämpfli). XVIII, 226 S. Fr. 11.45.

Schatz, B.: Kommentar zur Eidg. Militärversicherung. Zürich 1952 (Polygraph. Verlag). 310 S. geb. Fr. 29.—.

Schönfeld, Walther: Über die Gerechtigkeit. Göttingen 1952 (Vandenhoeck & Ruprecht). 123 S. kart. Fr. 9.—.

Schwander, Vital: Das Schweizerische Strafgesetzbuch unter besond. Berücksichtigung d. bundesgerichtl. Praxis systemat. dargestellt. Zürich 1952 (Polygraph. Verlag). XIX, 403 S. geb. Fr. 34.—.

Steiger, F. von: Das Recht der Aktiengesellschaft in der Schweiz. 2., neu durchges. u. ergänzte Aufl. Zürich 1952 (Polygraph. Verlag). 399 S. geb. Fr. 34.—.

Stein-Jonas: Kommentar zur Zivilprozeßordnung. 18., neu bearb. Aufl. v. *Adolf Schönke.* Liefg. 1—2. Tübingen 1952 u. 1953 (J. C. B. Mohr). Je 160 Blatt. Subskr.-Pr. Fr. 20.70 p. Liefg.

Weidmann, Heinz: Die Rechtsstellung des Pflichtigen im schweizerischen Steuerveranlagungsverfahren. (Veröff. d. Handels-Hochschule St. Gallen, Reihe A, H. 32.) Zürich/St. Gallen 1952 (Polygraph. Verlag). 188 S. Fr. 10.40.

Wolff, Ernst: Bürgerliches Recht und Prozeßrecht in Wechselwirkung. Tübingen 1952 (J. C. B. Mohr). 115 S. Fr. 6.60.